

## L'évolution des investissements directs en 2003

# Table des matières

## **Evolution des investissements directs en 2003**

3	Les investissements directs suisses à l'étranger
3	Exportations de capitaux
4	Stocks d'investissements directs
4	Revenus de capitaux
4	Effectif du personnel
5	Les investissements directs étrangers en Suisse
5	Importations de capitaux
6	Stocks d'investissements directs
6	Revenus de capitaux
6	Effectif du personnel
7	La Suisse, pays d'implantation de sociétés financières et holdings étrangères
8	Les sociétés financières et holdings étrangères dans la statistique suisse des investissements directs
10	Commentaires
12	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs
13	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
15	Liste des tableaux

Les entreprises suisses ont encore renforcé leurs implantations à l'étranger en 2003. En comparaison internationale, leur présence à l'étranger est supérieure à la moyenne. Le rapport entre les stocks d'investissements directs et le produit intérieur brut (PIB) nominal – ce rapport est un indicateur habituel en la matière – le montre clairement. Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger représentaient 98% du PIB à fin 2003, contre 94% un an auparavant. Les pays de l'OCDE avaient une moyenne de 23% (fin 2002). Le rapport entre les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et le PIB suisse a lui aussi augmenté, passant de 40% à fin 2002 à 46% à fin 2003.

## Les investissements directs suisses à l'étranger

### Exportations de capitaux

Les investissements directs (exportations de capitaux) ont porté sur 20 milliards de francs en 2003, contre 12 milliards l'année précédente. Ils n'ont cependant pas atteint les chiffres observés dans les années 1997 à 2001. Les bénéficiaires réinvestis ont contribué à hauteur de 16 milliards de francs, soit pour une forte part, à ces flux. Par contre, les exportations de capitaux en vue d'acquisitions ont fléchi, passant d'environ 25 milliards en 2002 à 5 milliards de francs en 2003.

Les investissements directs ont été opérés en majorité par le secteur des services. Dans ce secteur, les deux branches ayant le plus investi en 2003 sont les sociétés financières et holdings (7 milliards de francs) et les banques (6 milliards). Par contre, les entreprises des transports et communications ont une nouvelle fois vendu des participations qu'elles détenaient à l'étranger.

Du côté de l'industrie, les flux de capitaux vers l'étranger ont porté sur 6 milliards de francs, la moitié de ce qui avait été observé en 2002. Ce repli est dû à la branche de l'électronique, laquelle a rapatrié (désinvestissements) plus de 3 milliards de francs. Les branches groupées sous «Autres industries» (principalement l'alimentation et la construction) ont investi à l'étranger 4 milliards de francs, et les entreprises de la chimie, 3 milliards. Quant aux branches «Métallurgie et machines» et «Textile et habillement», elles ont exporté des capitaux pour un milliard de francs chacune.

Les Etats-Unis ont bénéficié d'un flux de 7 milliards de francs (un tiers de l'ensemble des exportations de capitaux), après 3 milliards l'année précédente. Ces fonds ont été investis principalement par des banques, des compagnies d'assurances et des entreprises de la chimie. Le flux vers les pays de l'UE (UE15) a porté sur 6 milliards de francs, après 7 milliards en 2002. La Belgique et le Luxembourg ont bénéficié d'un apport de 7 milliards de francs. Les investisseurs suisses ont par contre rapatrié 2 milliards de francs d'Italie et autant de France. Ils ont également réduit leurs investissements directs dans les dix nouveaux membres de l'UE, investissements qu'ils avaient fortement développés les années précédentes. Les exportations de capitaux vers les centres financiers offshore ont atteint elles aussi un montant substantiel. En effet, les entreprises suisses ont investi 4 milliards de francs dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud et 3 milliards dans ceux d'Europe. Pour la première fois, les centres financiers offshore d'Europe figurent séparément dans ce rapport. Ils comprennent Guernesey, Jersey, l'île de Man et Gibraltar.

### Investissements directs suisses à l'étranger

Tableau 1

	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Variation en %
Exportations de capitaux, en milliards de francs	12,2	20,4	66,1
Stocks d'investissements directs, en milliards de francs	406,8	423,7	4,2
Revenus de capitaux, en milliards de francs	19,4	43,2	122,9
Effectif du personnel, en milliers	1832,7	1808,3	- 1,3

r = chiffres révisés  
p = chiffres provisoires

### **Stocks d'investissements directs**

Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'établissaient à 424 milliards de francs à fin 2003, contre 407 milliards un an auparavant. Ils étaient ainsi inférieurs d'un milliard de francs au niveau record qu'ils avaient atteint à fin 2001. La progression observée en 2003 a découlé principalement d'exportations de capitaux (voir page 3). En outre, les entreprises participant à l'enquête ont été plus nombreuses, ce qui a contribué à la progression. Les répercussions dues à l'évaluation des stocks ont joué un rôle moins important. En 2003, les sociétés financières et holdings ont accru de 5 milliards de francs leurs stocks d'investissements directs à l'étranger. Les banques ont augmenté les leurs de 4 milliards de francs. Une diminution a par contre été observée du côté des entreprises du commerce et de celles de l'électronique. En 2003, ces entreprises ont vendu des participations qu'elles détenaient à l'étranger. Quant aux entreprises du textile, elles avaient 9 milliards de francs qui étaient investis à l'étranger, contre un milliard à fin 2002; l'extension du nombre des participants à l'enquête explique cette vive croissance.

Les stocks d'investissements directs aux Etats-Unis ont augmenté de 3 milliards, passant à 82 milliards de francs. Dans les pays de l'UE, ils ont progressé également de 3 milliards de francs pour atteindre 182 milliards. Grâce à des acquisitions, les stocks investis en Australie ont doublé, passant de 5 milliards à 10 milliards de francs. Les investissements directs dans les centres financiers offshore se sont une fois encore accrus sensiblement. Ils atteignaient 80 milliards de francs et dépassaient ainsi de 11 milliards leur montant de fin 2002. Ces pays sont utilisés également comme plaques tournantes pour des investissements effectués finalement ailleurs. Les stocks dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont progressé de 6 milliards pour s'établir à 56 milliards de francs; dans les centres financiers offshore d'Europe, les entreprises suisses détenaient 24 milliards de francs à fin 2003, contre 19 milliards un an auparavant. Enfin, les stocks dans les économies émergentes d'Asie ont fléchi de 6 milliards, passant à 17 milliards de francs. Leur recul a été particulièrement fort à Singapour et en Malaisie.

### **Revenus de capitaux**

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont atteint 43 milliards de francs, contre 19 milliards en 2002. De ce montant, 27 milliards ont été transférés en Suisse et 16 milliards de francs ont été réinvestis à l'étranger. Une fois encore, les sociétés financières et holdings ont généré une part prépondérante (13 milliards de francs) des revenus de capitaux. D'une année à l'autre, de fortes progressions ont été observées également pour les entreprises de la chimie (leurs revenus ont porté sur 9 milliards de francs en 2003) et les compagnies d'assurances (7 milliards). Seul le résultat de la branche de l'électronique a été négatif, mais de peu, il est vrai.

### **Effectif du personnel**

A fin 2003, les entreprises suisses occupaient environ 1 808 000 personnes dans leurs implantations à l'étranger. En un an, ce chiffre a diminué de 24 000. Le recul a été particulièrement sensible dans la branche de l'électronique. Les entreprises du secteur financier (compagnies d'assurances, banques, sociétés financières et holdings) ont elles aussi réduit leur personnel. En revanche, l'industrie textile a fortement accru le nombre de ses employés à l'étranger. Cette évolution est cependant liée à l'extension du nombre des entreprises participant à l'enquête. On peut également noter que l'emploi a diminué de 3% dans les implantations aux Etats-Unis et de 5% dans celles qui sont établies dans les pays de l'UE. Il a en revanche augmenté dans les pays d'Europe centrale et orientale. La progression observée dans les économies émergentes et les pays en développement a découlé pour l'essentiel de l'extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

## Les investissements directs étrangers en Suisse

### Importations de capitaux

D'une année à l'autre, les importations de capitaux – flux d'investissements directs étrangers en Suisse – ont plus que doublé, passant de 10 milliards à 22 milliards de francs. Elles avaient cependant porté sur un montant exceptionnellement bas en 2002. Leur reprise a découlé principalement d'acquisitions d'entreprises et d'augmentations de capital; ces opérations ont engendré des importations de capitaux pour 11 milliards de francs, contre 4 milliards en 2002.

Les fonds investis en 2003 dans le secteur des services ont atteint 16 milliards de francs, soit 6 milliards de plus que l'année précédente. Une part de 9 milliards a afflué dans les sociétés financières et holdings en mains étrangères. Les entreprises du commerce ont bénéficié d'un apport de 4 milliards de francs, principalement sous forme de crédits accordés au sein de groupes. En outre, tant le secteur bancaire que la branche des transports et communications ont vu affluer 1 milliard de francs. L'industrie a pour sa part enregistré des investisse-

ments à hauteur de 6 milliards de francs, le premier montant un peu substantiel depuis l'an 2000. On a observé d'importantes acquisitions dans la chimie et l'électronique. Près de 2 milliards de francs ont été investis dans chacune de ces deux branches. Les entreprises de la métallurgie et des machines ont elles aussi bénéficié d'un afflux de près de 2 milliards de francs.

En 2003, les entreprises des pays de l'UE ont consacré 14 milliards de francs à leurs implantations en Suisse. Ces pays ont ainsi été les principaux investisseurs en Suisse. Plus de 6 milliards de francs ont afflué des Pays-Bas, près de 5 milliards de Belgique et environ 2 milliards du Royaume-Uni. Pour la troisième année consécutive, les entreprises allemandes ont rapatrié des capitaux qu'elles avaient investis en Suisse. Les pays d'Amérique du Nord ont investi 7 milliards de francs, soit le double du montant observé en 2002. Ces capitaux ont afflué en majeure partie dans des entreprises de l'électronique ainsi que dans des sociétés financières et holdings.

### Investissements directs étrangers en Suisse

Tableau 2

	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Variation en %
Importations de capitaux, en milliards de francs	9,8	22,3	128,0
Stocks d'investissements directs, en milliards de francs	173,1	200,2	15,6
Revenus de capitaux, en milliards de francs	9,6	13,9	44,3
Effectif du personnel, en milliers	143,8	149,3	3,8

r = chiffres révisés

p = chiffres provisoires

### Stocks d'investissements directs

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse s'élevaient à 200 milliards de francs à fin 2003 et dépassaient de 27 milliards le niveau observé un an auparavant. Leur tendance à croître fortement a ainsi continué. Toutes les branches ont enregistré des progressions. Les capitaux étrangers investis dans les sociétés financières et holdings en mains étrangères se sont même accrus de 13 milliards de francs (voir ci-après le chapitre consacré à ces sociétés). Les entreprises établies aux Etats-Unis détenaient des investissements directs en Suisse pour environ 80 milliards de francs, contre 66 milliards à fin 2002. Leur part dans le total des investissements directs étrangers en Suisse a par conséquent augmenté une nouvelle fois. Elle était de 40% à fin 2003, contre 38% un an auparavant. Les investisseurs des pays de l'UE détenaient 112 milliards de francs, soit 12 milliards de plus qu'à fin 2002. De toute la zone de l'UE, les Pays-Bas étaient, avec 41 milliards de francs, le plus important investisseur en Suisse, comme les années précédentes.

### Revenus de capitaux

Les revenus au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 14 milliards de francs, contre 10 milliards en 2002. Une part de 4 milliards de francs a été maintenue en Suisse (revenus réinvestis), le solde de 10 milliards ayant été transféré aux sociétés mères à l'étranger. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont dégagé des revenus atteignant 8 milliards

de francs, soit une part largement prépondérante. Les autres branches des services ont enregistré des revenus portant sur 3 milliards de francs, tout comme l'industrie.

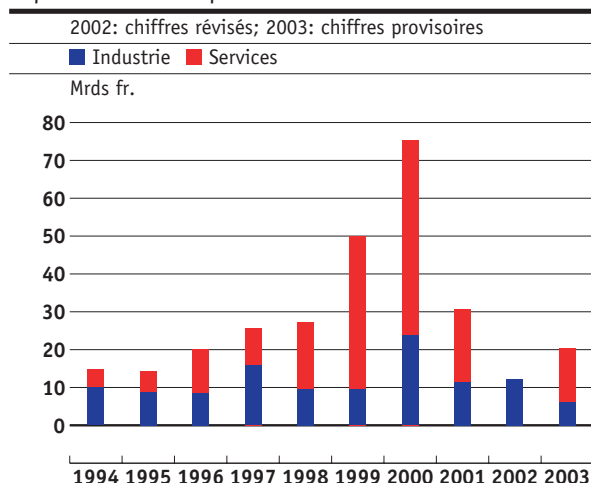
### Effectif du personnel

L'effectif du personnel des implantations étrangères en Suisse est publié pour la première fois dans le cadre d'un tel rapport. Des données sont disponibles pour 2000 et les années suivantes. Les implantations étrangères en Suisse occupaient 149 000 personnes à fin 2003, contre 128 000 trois ans auparavant. La part du secteur des services était de 58%, et celle de l'industrie, de 42%. En outre, 115 000 personnes, soit plus des trois quarts du total, travaillaient dans des implantations d'entreprises des pays de l'UE. Les investisseurs directs nord-américains employaient 31 000 personnes.

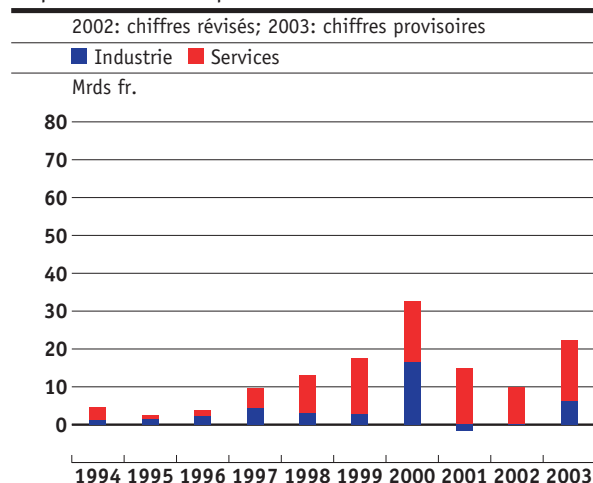
### Part dans le total des emplois

A fin 2003, on comptait 3,628 millions de personnes occupées en Suisse dans l'industrie et les services. Du total, 4% travaillaient dans les implantations d'entreprises étrangères. Cette part était de 6% dans l'industrie et de 3% dans les services.

Graphique 1  
Exportations de capitaux



Graphique 2  
Importations de capitaux



## La Suisse, pays d'implantation de sociétés financières et holdings étrangères

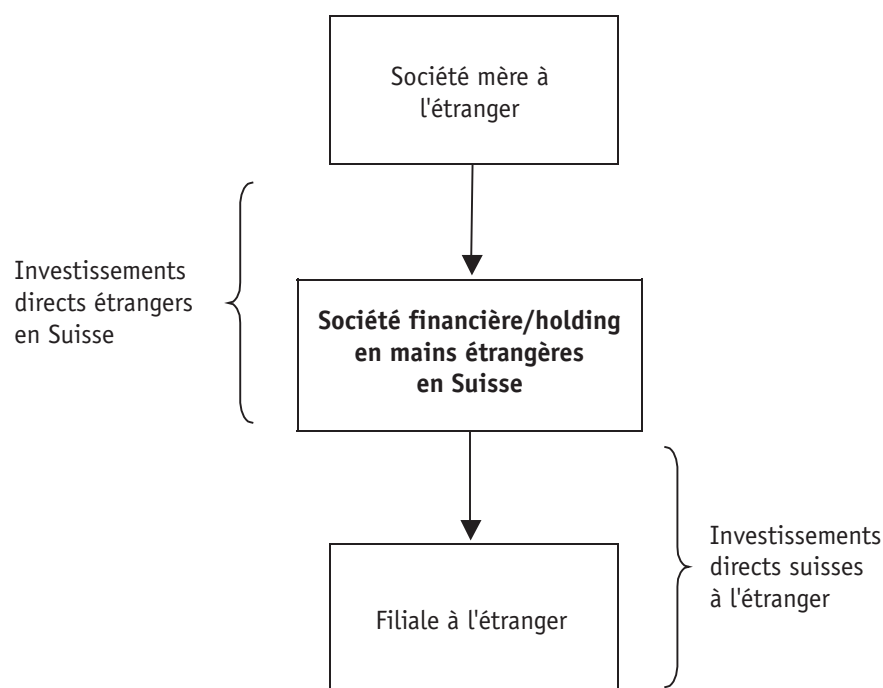
De nombreuses holdings de groupes étrangers sont implantées en Suisse. Ces sociétés administrent une partie ou la totalité des participations que leur groupe détient à l'étranger (voir graphique 3). Elles remplissent également d'autres fonctions, en particulier dans le domaine du financement, du trafic des paiements, de la concession de brevets et de marques ou du commerce international. Dans la statistique suisse des investissements directs, ces activités entrent dans la composition de l'agrégat «Sociétés financières et holdings».

La Suisse a une longue tradition dans l'accueil de holdings. L'établissement en Suisse de sociétés financières et holdings étrangères a connu un premier essor dans les années vingt du siècle dernier

et a repris de l'ampleur après la Seconde Guerre mondiale. Au cours des années huitante et nonante, d'autres pays ont cherché à attirer de telles sociétés, d'où une concurrence très vive entre lieux d'implantation. Ainsi, de nombreux groupes européens ont quitté la Suisse ou redimensionné leurs filiales en Suisse à la suite des allègements fiscaux que des pays de l'UE ont introduits en faveur des entreprises multinationales. Depuis, la Suisse a renforcé son attrait grâce à des accords de double imposition et à une réforme de la fiscalité des entreprises.

Graphique 3

Schéma des investissements directs dans le cas des sociétés financières et holdings en mains étrangères



### Les sociétés financières et holdings étrangères dans la statistique suisse des investissements directs

La fondation d'une holding étrangère et l'activité de cette holding entrent dans la statistique des investissements directs en Suisse. La holding investit ensuite une grande part de ses fonds dans des participations à l'étranger, ce qui accroît les investissements directs suisses à l'étranger (voir graphique 3). Dans une première étape, la société mère à l'étranger fournit des fonds à la holding en Suisse, d'où une importation de capitaux au titre des investissements directs étrangers et une augmentation des stocks d'investissements directs en Suisse. Dans une deuxième étape, la filiale en Suisse reprend les participations que le groupe détient à l'étranger, ce qui se traduit par des exportations de capitaux et par une augmentation tant des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger que du personnel travaillant dans des implantations suisses à l'étranger.

A fin 2003, plus de la moitié des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse revenait aux sociétés financières et holdings en mains étrangères (voir tableau 3). Ces sociétés occupaient 13 000 personnes en Suisse, soit 9% du total du personnel des implantations étrangères en Suisse. De plus, leur part dans le total des revenus de capitaux atteignait près des deux tiers.

A fin 2003, les sociétés financières et holdings en mains étrangères détenaient des stocks d'investissements directs à l'étranger pour 90 milliards de francs, ce qui représentait 21% du total des investissements directs suisses à l'étranger. Ce montant a plus que triplé depuis 1993. En outre, 15% du personnel dans les implantations suisses à l'étranger revenaient à ces sociétés. Celles-ci ont également enregistré un tiers des revenus qui ont été tirés ces cinq dernières années des investissements directs à l'étranger.

**Part des sociétés financières et holdings en mains étrangères dans les investissements directs étrangers en Suisse**

Tableau 3

		Part dans le total
Stocks d'investissements directs à fin 2003, en milliards de francs	105,6	53%
Effectif du personnel à fin 2003, en milliers	12,8	9%
Importations de capitaux, total des années 1999 à 2003 en milliards de francs	29,0	30%
Revenus de capitaux, total des années 1999 à 2003 en milliards de francs	42,3	61%

**Part des sociétés financières et holdings en mains étrangères dans les investissements directs suisses à l'étranger**

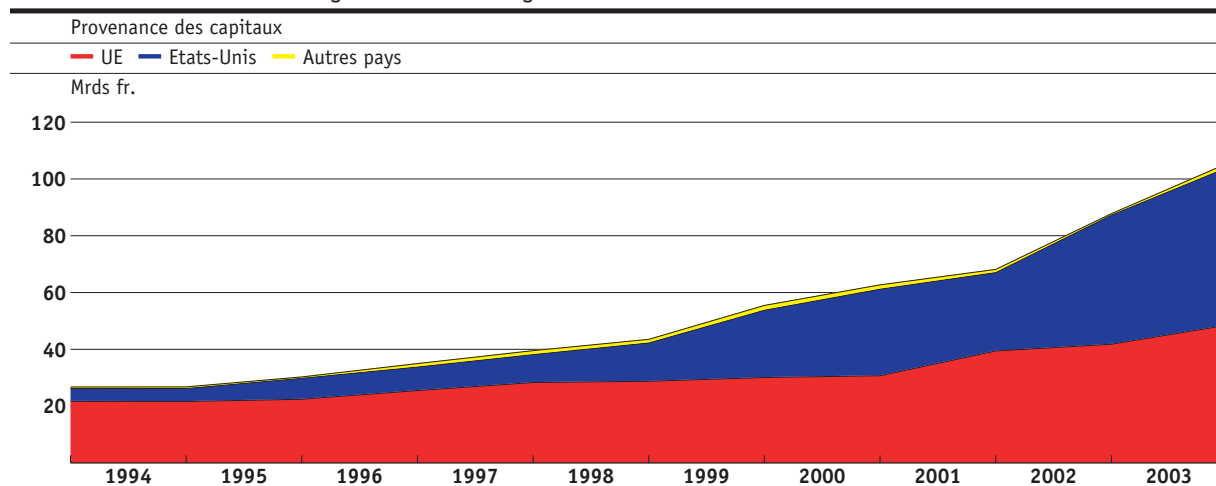
Tableau 4

		Part dans le total
Stocks d'investissements directs à fin 2003, en milliards de francs	90,4	21%
Effectif du personnel à fin 2003, en milliers	271,8	15%
Exportations de capitaux, total des années 1999 à 2003 en milliards de francs	28,2	15%
Revenus de capitaux, total des années 1999 à 2003 en milliards de francs	50,0	29%



Du côté de la provenance des sociétés financières et holdings en mains étrangères, des changements sensibles sont également intervenus ces dernières années (voir graphique 4). Plus de 80% des fonds provenaient des pays de l'UE à fin 1993. Dix ans plus tard, les investisseurs des Etats-Unis détenaient 56 milliards en Suisse, soit plus de la moitié des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse.

Graphique 4  
Sociétés financières et holdings en mains étrangères



# Commentaires

## Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger.

## Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre.

## Fondements juridiques

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital (y compris les crédits).

## Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes, ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ceux-ci représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur l'effectif de leur personnel en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissement direct à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

## Evaluation des capitaux d'investissement direct en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

## Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux influent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates sur les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc.

Lors d'une acquisition, le «good-will» ou sur-valeur (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte dans la statistique d'entreprises nouvelles (augmentation du nombre d'établissements appelés à fournir des données dans les enquêtes) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

### **Effectif du personnel**

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. L'effectif est indiqué au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Dans le cas, par exemple, d'une entreprise sise en Suisse, comptant 1000 collaborateurs et étant pour 20% en mains françaises et pour 20% en mains allemandes, on attribuera 200 employés à la France et 200 à l'Allemagne.

### **Répartition géographique**

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on tient compte autant que possible du pays du bénéficiaire final («last beneficial owner»). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Dans les investissements directs étrangers en Suisse, la répartition est toujours faite en fonction du pays de l'investisseur immédiat.

### **Répartition par branches**

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

## Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Trois autres publications de la BNS contiennent des données sur les investissements directs. Elles peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS ([www.snb.ch](http://www.snb.ch)), sous la rubrique «Publications».

### **Estimations trimestrielles de la balance des paiements**

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs, sont disponibles trois mois environ après la fin de chaque trimestre.

### **Balance suisse des paiements**

La Balance suisse des paiements paraît en septembre; des données annuelles récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs et par pays, y sont publiées.

### **Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet), tableaux Q3, R et S**

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par secteurs. De plus, des séries portant sur une longue période y sont disponibles.

**Renseignements:**  
[bop@snb.ch](mailto:bop@snb.ch)

# Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs

## Définition des pays

<b>Danemark</b>	Jusqu'en 1999, y compris les îles Féroé et le Groenland.
<b>France</b>	Y compris Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que, depuis 2000, Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ainsi que, jusqu'en 1999, les îles Anglo-Normandes et l'île de Man.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Indonésie</b>	Y compris le Timor-Leste.
<b>Emirats arabes unis</b>	Abou Dabî, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaiwâin, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

## Définition des régions

<b>AELE</b>	Y compris la Norvège (Svålbard et Jan Mayen incluses) et l'Islande, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
<b>Europe centrale et orientale</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Etats baltes, Serbie et Monténégro, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovénie et Ukraine.
<b>Reste de l'Europe</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Andorre, Malte, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican) et Chypre ainsi que, jusqu'en 1999, Monaco. Y compris également, depuis 2000, les îles Féroé.
<b>Centres financiers offshore d'Europe (depuis 2000)</b>	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
<b>Amérique du Nord</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: le Groenland (depuis 2000).
<b>Pays en développement Asie</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Israël, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Océanie (sans l'Australie et la Nouvelle-Zélande), Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.
<b>Pays en développement Amérique centrale et du Sud</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Bolivie, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi que, jusqu'en 1999, Guadeloupe, Martinique et Guyane française.
<b>Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud</b>	Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
<b>Pays en développement Afrique</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Kenya, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Tunisie, Ouganda, République Centrafricaine ainsi que, jusqu'en 1999, Réunion.



## Liste des tableaux:

### **Investissements directs suisses à l'étranger**

Tableau 1.1: Répartition par pays des exportations de capitaux	Page 16
Tableau 1.2: Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 18
Tableau 1.3: Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 20
Tableau 1.4: Exportations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 22
Tableau 1.5: Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 22
Tableau 1.6: Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 23
Tableau 1.7: Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 24
Tableau 1.8: Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 26

### **Investissements directs étrangers en Suisse**

Tableau 2.1: Répartition par pays des importations de capitaux	Page 27
Tableau 2.2: Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 28
Tableau 2.3: Répartition par pays de l'effectif du personnel à la fin de l'année	Page 29
Tableau 2.4: Importations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 30
Tableau 2.5: Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 30
Tableau 2.6: Effectif du personnel à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 31
Tableau 2.7: Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 32
Tableau 2.8: Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 34

### **Explication des signes**

r = chiffres révisés

p = chiffres provisoires

. = données non disponibles

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays des exportations de capitaux<sup>1,2</sup> en millions de francs**

Tableau 1.1

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>38 128</b>	<b>63 693</b>	<b>23 631</b>	<b>13 034</b>	<b>16 461</b>
<b>UE</b>	<b>21 359</b>	<b>23 537</b>	<b>11 632</b>	<b>7 340</b>	<b>5 992</b>
Belgique	1 179	4 429	- 545	2 036	2 634
Danemark	280	- 167	- 29	69	485
Allemagne	5 799	- 1 113	5 696	247	303
Finlande	126	263	99	- 8	16
France <sup>3</sup>	827	- 933	- 1 582	985	- 1 873
Grèce	179	355	167	241	369
Irlande	5 446	1 303	- 4 713	175	33
Italie	192	- 222	1 958	773	- 1 877
Luxembourg	- 47	3 440	7 825	- 2 956	4 148
Pays-Bas	1 716	3 227	167	1 505	576
Autriche	515	100	399	455	594
Portugal	561	1 594	270	75	- 266
Suède	- 656	328	- 165	3 002	401
Espagne	- 545	97	1 382	480	27
Royaume-Uni <sup>4</sup>	5 788	10 836	703	261	422
<b>AELE</b>	<b>362</b>	<b>- 1 208</b>	<b>247</b>	<b>791</b>	<b>39</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>1 174</b>	<b>1 095</b>	<b>1 589</b>	<b>1 587</b>	<b>315</b>
Croatie	- 44	16	21	7	64
Pologne	473	586	209	- 152	118
Fédération de Russie	599	- 7	696	151	- 15
République tchèque	- 64	183	274	55	- 496
Slovaquie	38	13	9	52	- 4
Hongrie	100	77	172	28	132
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup>, dont</b>	<b>744</b>	<b>5 954</b>	<b>- 61</b>	<b>58</b>	<b>2 561</b>
Centres financiers offshore <sup>6</sup>	.	5 709	- 242	- 246	2 850
Turquie	- 95	- 242	- 158	249	51
<b>Amérique du Nord</b>	<b>13 640</b>	<b>34 232</b>	<b>9 728</b>	<b>3 707</b>	<b>7 025</b>
Canada	83	553	108	307	353
Etats-Unis	13 557	33 678	9 620	3 401	6 672
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>850</b>	<b>83</b>	<b>496</b>	<b>- 449</b>	<b>529</b>
Australie	322	- 267	- 66	437	992
Japon	628	336	487	- 640	- 165
Nouvelle-Zélande	- 215	- 3	22	- 7	- 56
Afrique du Sud	116	18	54	- 238	- 243



	1999	2000	2001	2002 <sup>7</sup>	2003 <sup>P</sup>
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>6 244</b>	<b>2 014</b>	<b>730</b>	<b>- 253</b>	<b>602</b>
<b>Asie</b>	<b>4 949</b>	<b>838</b>	<b>227</b>	<b>729</b>	<b>171</b>
Hong Kong	665	- 63	258	- 203	101
Corée (Sud)	179	184	86	- 11	25
Malaisie	227	- 25	67	- 34	83
Philippines	57	313	98	- 272	- 62
Singapour	3 811	222	- 523	1 050	- 202
Taiwan	92	160	34	31	45
Thaïlande	- 82	46	206	167	180
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 295</b>	<b>1 177</b>	<b>503</b>	<b>- 981</b>	<b>431</b>
Argentine	- 103	48	533	- 542	345
Brésil	844	246	- 808	- 615	161
Chili	17	- 27	- 163	- 8	- 14
Mexique	537	910	941	184	- 61
<b>3. Pays en développement</b>	<b>5 614</b>	<b>9 739</b>	<b>6 421</b>	<b>- 532</b>	<b>3 288</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>- 21</b>	<b>251</b>	<b>631</b>	<b>- 35</b>	<b>33</b>
Chine (Rép. pop.)	- 143	212	181	- 64	- 188
Inde	- 59	- 43	139	76	140
Indonésie	10	- 22	156	36	- 33
Liban	- 13	- 143	12	17	2
Pakistan	7	59	42	18	21
Arabie saoudite	60	- 83	- 6	7	- 18
Emirats arabes unis	19	85	55	- 52	- 22
Vietnam	- 18	- 33	- 19	- 40	25
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>5 343</b>	<b>9 233</b>	<b>5 702</b>	<b>- 246</b>	<b>3 261</b>
Costa Rica	0	- 17	13	17	85
Equateur	20	23	55	42	14
Guatemala	22	- 97	- 8	- 8	13
Colombie	115	- 109	- 70	- 214	- 19
Pérou	47	57	36	- 42	- 61
Uruguay	291	299	90	152	33
Venezuela	11	127	176	- 239	178
Centres financiers offshore <sup>7</sup>	4 703	8 794	5 546	- 505	3 884
<b>Afrique, dont</b>	<b>293</b>	<b>255</b>	<b>89</b>	<b>- 251</b>	<b>- 5</b>
Egypte	- 93	11	82	48	31
Côte d'Ivoire	- 26	- 47	- 6	- 93	4
Maroc	2	- 30	37	26	34
Nigéria	- 7	4	8	1	26
<b>Ensemble des pays</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>12 249</b>	<b>20 351</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

6 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

7 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britan-

niques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays de l'état à la fin de l'année<sup>1</sup> en millions de francs**

Tableau 1.2

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>241 873</b>	<b>304 160</b>	<b>329 305</b>	<b>308 705</b>	<b>323 004</b>	<b>76,2%</b>
<b>UE</b>	<b>149 983</b>	<b>166 285</b>	<b>180 530</b>	<b>178 665</b>	<b>181 622</b>	<b>42,9%</b>
Belgique	4 924	11 364	10 823	11 843	13 732	3,2%
Danemark	1 187	990	1 226	1 419	1 207	0,3%
Allemagne	26 784	22 854	27 630	27 669	26 029	6,1%
Finlande	1 794	1 885	2 197	2 015	1 782	0,4%
France <sup>2</sup>	16 594	18 795	17 495	20 155	20 254	4,8%
Grèce	2 317	1 882	1 821	1 753	2 071	0,5%
Irlande	10 282	12 329	10 255	6 418	6 674	1,6%
Italie	9 766	7 911	8 828	10 039	8 855	2,1%
Luxembourg	7 849	16 646	24 501	18 746	21 556	5,1%
Pays-Bas	18 869	20 165	17 845	19 958	18 100	4,3%
Autriche	4 434	4 669	4 782	4 658	5 654	1,3%
Portugal	1 747	1 930	1 821	2 032	1 700	0,4%
Suède	2 005	1 835	5 090	4 861	2 891	0,7%
Espagne	5 574	4 818	6 408	7 771	8 824	2,1%
Royaume-Uni <sup>3</sup>	35 858	38 213	39 808	39 329	42 294	10,0%
<b>AELE</b>	<b>3 129</b>	<b>3 274</b>	<b>3 679</b>	<b>3 180</b>	<b>3 081</b>	<b>0,7%</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>6 156</b>	<b>6 549</b>	<b>8 361</b>	<b>8 783</b>	<b>9 075</b>	<b>2,1%</b>
Croatie	159	217	241	157	208	0,0%
Pologne	1 667	2 167	2 469	2 296	1 964	0,5%
Fédération de Russie	1 197	733	1 597	1 362	1 674	0,4%
République tchèque	1 625	1 779	1 952	2 011	1 564	0,4%
Slovaquie	157	147	166	180	172	0,0%
Hongrie	868	999	1 228	660	789	0,2%
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>2 727</b>	<b>22 809</b>	<b>22 331</b>	<b>21 197</b>	<b>25 208</b>	<b>5,9%</b>
Centres financiers offshore <sup>5</sup>	.	20 379	19 488	19 020	23 658	5,6%
Turquie	1 019	1 050	1 010	1 042	1 126	0,3%
<b>Amérique du Nord</b>	<b>68 986</b>	<b>95 975</b>	<b>104 742</b>	<b>82 219</b>	<b>84 557</b>	<b>20,0%</b>
Canada	3 511	5 284	4 077	2 848	2 952	0,7%
Etats-Unis	65 475	90 691	100 665	79 371	81 605	19,3%
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>10 892</b>	<b>9 268</b>	<b>9 662</b>	<b>14 661</b>	<b>19 461</b>	<b>4,6%</b>
Australie	3 923	3 154	3 484	5 264	10 282	2,4%
Japon	5 187	4 702	4 673	7 917	7 985	1,9%
Nouvelle-Zélande	451	93	259	228	38	0,0%
Afrique du Sud	1 331	1 318	1 246	1 252	1 156	0,3%

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>31 929</b>	<b>33 480</b>	<b>35 534</b>	<b>32 371</b>	<b>26 889</b>	<b>6,3 %</b>
<b>Asie</b>	<b>20 805</b>	<b>20 825</b>	<b>22 333</b>	<b>23 367</b>	<b>17 245</b>	<b>4,1 %</b>
Hong Kong	2 316	2 683	2 825	2 941	3 273	0,8 %
Corée (Sud)	997	1 050	831	1 122	1 133	0,3 %
Malaisie	937	1 432	1 399	1 163	810	0,2 %
Philippines	1 433	1 677	1 999	2 044	1 747	0,4 %
Singapour	13 779	12 298	13 056	14 410	8 459	2,0 %
Taiwan	631	852	901	732	736	0,2 %
Thaïlande	712	832	1 322	955	1 088	0,3 %
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>11 124</b>	<b>12 655</b>	<b>13 201</b>	<b>9 005</b>	<b>9 644</b>	<b>2,3 %</b>
Argentine	1 317	1 782	1 701	654	1 372	0,3 %
Brésil	5 072	5 707	5 636	3 717	3 858	0,9 %
Chili	828	790	831	436	579	0,1 %
Mexique	3 907	4 377	5 033	4 198	3 835	0,9 %
<b>3. Pays en développement</b>	<b>37 457</b>	<b>44 271</b>	<b>60 441</b>	<b>65 728</b>	<b>73 814</b>	<b>17,4 %</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>4 116</b>	<b>4 808</b>	<b>5 583</b>	<b>5 448</b>	<b>5 813</b>	<b>1,4 %</b>
Chine (Rép. pop.)	1 403	1 583	2 061	1 911	2 404	0,6 %
Inde	529	408	567	620	628	0,1 %
Indonésie	391	511	627	908	781	0,2 %
Liban	120	104	127	0	-11	0,0 %
Pakistan	192	211	236	260	296	0,1 %
Arabie saoudite	323	326	224	188	243	0,1 %
Émirats arabes unis	143	213	327	421	626	0,1 %
Vietnam	128	112	159	47	86	0,0 %
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>30 721</b>	<b>36 221</b>	<b>51 702</b>	<b>58 036</b>	<b>65 847</b>	<b>15,5 %</b>
Costa Rica	180	130	158	217	402	0,1 %
Équateur	376	441	439	453	405	0,1 %
Guatemala	145	88	80	133	152	0,0 %
Colombie	1 166	1 092	1 151	1 245	801	0,2 %
Pérou	261	310	291	262	224	0,1 %
Uruguay	447	421	414	586	378	0,1 %
Venezuela	696	1 116	1 163	664	845	0,2 %
Centres financiers offshore <sup>6</sup>	26 993	31 778	46 447	49 801	56 412	13,3 %
<b>Afrique, dont</b>	<b>2 621</b>	<b>3 242</b>	<b>3 157</b>	<b>2 244</b>	<b>2 153</b>	<b>0,5 %</b>
Égypte	472	605	602	413	338	0,1 %
Côte d'Ivoire	114	113	117	61	101	0,0 %
Maroc	318	294	288	210	263	0,1 %
Nigéria	35	15	31	27	41	0,0 %
<b>Ensemble des pays</b>	<b>311 258</b>	<b>381 910</b>	<b>425 280</b>	<b>406 804</b>	<b>423 706</b>	<b>100,0 %</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

5 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans,

Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays de l'effectif du personnel à l'étranger<sup>1</sup> à la fin de l'année**

Tableau 1.3

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>1 241 472</b>	<b>1 339 586</b>	<b>1 299 404</b>	<b>1 380 767</b>	<b>1 333 732</b>	<b>73,8%</b>
<b>UE</b>	<b>780 845</b>	<b>811 080</b>	<b>768 126</b>	<b>801 513</b>	<b>759 164</b>	<b>42,0%</b>
Belgique	25 899	30 431	23 107	23 538	22 853	1,3%
Danemark	11 223	10 439	14 766	14 200	11 687	0,6%
Allemagne	249 165	254 010	215 655	225 575	218 396	12,1%
Finlande	13 607	14 844	15 668	15 891	12 001	0,7%
France <sup>2</sup>	132 421	134 392	137 373	149 648	158 666	8,8%
Grèce	8 392	9 108	8 844	9 271	9 852	0,5%
Irlande	5 332	4 807	6 075	5 359	5 158	0,3%
Italie	58 581	62 650	64 568	63 895	62 304	3,4%
Luxembourg	2 487	2 529	2 379	2 499	2 584	0,1%
Pays-Bas	31 441	30 594	27 860	34 381	35 448	2,0%
Autriche	33 001	35 668	34 870	34 716	34 458	1,9%
Portugal	10 172	9 959	10 235	9 860	9 447	0,5%
Suède	32 572	29 596	28 292	27 086	21 329	1,2%
Espagne	44 383	56 676	58 830	59 500	49 183	2,7%
Royaume-Uni <sup>3</sup>	122 172	125 379	119 606	126 093	105 801	5,9%
<b>AELE</b>	<b>12 621</b>	<b>12 526</b>	<b>13 238</b>	<b>12 732</b>	<b>9 208</b>	<b>0,5%</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>73 059</b>	<b>84 648</b>	<b>87 574</b>	<b>127 287</b>	<b>131 755</b>	<b>7,3%</b>
Croatie	2 170	2 870	3 237	3 035	3 343	0,2%
Pologne	19 893	22 875	19 944	21 209	20 946	1,2%
Fédération de Russie	9 692	10 889	12 311	37 616	41 182	2,3%
République tchèque	15 982	18 023	19 148	20 390	20 886	1,2%
Slovaquie	3 905	3 653	3 393	4 183	4 072	0,2%
Hongrie	9 581	11 483	11 735	12 882	12 158	0,7%
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>10 858</b>	<b>11 569</b>	<b>10 713</b>	<b>11 545</b>	<b>10 684</b>	<b>0,6%</b>
Centres financiers offshore <sup>5</sup>	.	1 251	964	1 369	1 468	0,1%
Turquie	10 228	9 824	9 266	9 791	8 930	0,5%
<b>Amérique du Nord</b>	<b>291 243</b>	<b>341 894</b>	<b>339 827</b>	<b>335 872</b>	<b>327 843</b>	<b>18,1%</b>
Canada	28 011	34 823	28 859	29 656	30 844	1,7%
Etats-Unis	263 232	307 071	310 968	306 217	296 999	16,4%
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>72 847</b>	<b>77 871</b>	<b>79 925</b>	<b>91 819</b>	<b>95 078</b>	<b>5,3%</b>
Australie	24 651	26 709	24 986	26 470	28 217	1,6%
Japon	24 060	28 112	29 344	35 734	35 138	1,9%
Nouvelle-Zélande	3 223	3 355	4 285	3 706	3 649	0,2%
Afrique du Sud	20 913	19 695	21 311	25 909	28 074	1,6%

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>224 915</b>	<b>240 231</b>	<b>236 466</b>	<b>243 119</b>	<b>259 525</b>	<b>14,4%</b>
<b>Asie</b>	<b>102 073</b>	<b>116 809</b>	<b>118 222</b>	<b>124 439</b>	<b>118 815</b>	<b>6,6%</b>
Hong Kong	14 016	15 276	14 901	16 553	17 054	0,9%
Corée (Sud)	4 716	5 394	5 327	6 227	6 601	0,4%
Malaisie	13 035	18 974	18 587	21 011	20 017	1,1%
Philippines	13 050	12 579	13 027	13 297	12 204	0,7%
Singapour	19 137	20 348	18 898	21 018	16 696	0,9%
Taiwan	9 887	9 968	10 520	10 197	11 070	0,6%
Thaïlande	28 232	34 270	36 962	36 137	35 174	1,9%
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>122 842</b>	<b>123 422</b>	<b>118 244</b>	<b>118 680</b>	<b>140 710</b>	<b>7,8%</b>
Argentine	12 995	13 358	12 406	12 883	13 928	0,8%
Brésil	72 322	72 939	70 019	70 698	87 062	4,8%
Chili	9 819	9 588	9 366	8 800	13 420	0,7%
Mexique	27 706	27 538	26 453	26 300	26 300	1,5%
<b>3. Pays en développement</b>	<b>174 569</b>	<b>183 205</b>	<b>189 350</b>	<b>208 788</b>	<b>215 042</b>	<b>11,9%</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>94 790</b>	<b>100 797</b>	<b>103 394</b>	<b>121 935</b>	<b>129 418</b>	<b>7,2%</b>
Chine (Rép. pop.)	37 457	40 291	40 496	54 514	60 164	3,3%
Inde	19 443	20 146	20 274	20 979	21 481	1,2%
Indonésie	10 021	11 375	10 834	13 444	12 884	0,7%
Liban	909	716	619	743	691	0,0%
Pakistan	4 298	4 853	5 159	5 271	5 587	0,3%
Arabie saoudite	2 866	2 658	3 490	3 751	3 584	0,2%
Émirats arabes unis	1 190	1 123	1 301	1 885	2 576	0,1%
Vietnam	5 086	5 189	5 678	6 159	7 408	0,4%
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>41 346</b>	<b>38 770</b>	<b>43 532</b>	<b>41 563</b>	<b>39 493</b>	<b>2,2%</b>
Costa Rica	2 856	2 313	2 361	2 200	2 052	0,1%
Équateur	3 418	3 316	3 842	4 118	4 290	0,2%
Guatemala	1 539	1 627	1 438	1 613	1 532	0,1%
Colombie	8 479	8 440	9 129	7 661	7 799	0,4%
Pérou	3 895	3 676	4 118	4 680	4 821	0,3%
Uruguay	858	934	924	872	557	0,0%
Venezuela	8 493	7 782	8 869	8 111	8 045	0,4%
Centres financiers offshore <sup>6</sup>	6 122	5 674	7 566	6 666	6 212	0,3%
<b>Afrique, dont</b>	<b>38 433</b>	<b>43 638</b>	<b>42 425</b>	<b>45 290</b>	<b>46 130</b>	<b>2,6%</b>
Égypte	8 428	8 450	8 290	8 027	7 762	0,4%
Côte d'Ivoire	2 217	2 906	2 424	2 263	2 224	0,1%
Maroc	3 489	3 467	3 201	3 310	3 263	0,2%
Nigéria	5 505	6 763	3 938	6 349	6 419	0,4%
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 640 957</b>	<b>1 763 022</b>	<b>1 725 220</b>	<b>1 832 673</b>	<b>1 808 298</b>	<b>100,0%</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

5 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans,

Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Exportations de capitaux, par branches et par secteurs<sup>1</sup>** en millions de francs

Tableau 1.4

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>9 477</b>	<b>23 726</b>	<b>11 393</b>	<b>12 325</b>	<b>6 168</b>
Textile et habillement <sup>2</sup>	395	- 90	- 279	157	813
Chimie et plastique	6 430	17 695	1 499	2 762	2 939
Métallurgie et machines	659	173	4 797	- 343	1 433
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 007	2 395	1 788	681	- 3 247
Autres industries et bâtiment	986	3 555	3 588	9 067	4 230
<b>Services</b>	<b>40 509</b>	<b>51 720</b>	<b>19 389</b>	<b>- 76</b>	<b>14 183</b>
Commerce	2 805	- 656	1 080	388	- 617
Sociétés financières et holdings	14 067	4 813	8 694	2 812	7 398
dont en mains étrangères <sup>3</sup>	11 480	2 519	7 795	1 703	4 728
Banques	6 082	31 059	- 928	- 99	5 971
Assurances	9 910	14 042	7 493	- 573	1 414
Transports et communications	3 524	196	1 521	- 1 383	- 540
Autres services	4 121	2 266	1 528	- 1 220	556
<b>Total</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>12 249</b>	<b>20 351</b>

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 1.5

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>106 978</b>	<b>125 393</b>	<b>129 068</b>	<b>135 664</b>	<b>142 827</b>	<b>33,7 %</b>
Textile et habillement <sup>1</sup>	2 164	2 093	1 451	1 404	9 443	2,2%
Chimie et plastique	42 358	56 178	59 630	61 899	62 191	14,7%
Métallurgie et machines	17 423	17 894	20 872	20 788	20 147	4,8%
Electronique, énergie, optique et horlogerie	16 015	15 942	14 050	15 454	12 429	2,9%
Autres industries et bâtiment	29 019	33 286	33 065	36 119	38 617	9,1%
<b>Services</b>	<b>204 280</b>	<b>256 518</b>	<b>296 212</b>	<b>271 140</b>	<b>280 880</b>	<b>66,3 %</b>
Commerce	12 750	11 790	12 358	12 690	10 819	2,6%
Sociétés financières et holdings	80 924	90 432	104 805	111 987	116 186	27,4%
dont en mains étrangères <sup>2</sup>	64 528	69 898	86 669	90 580	90 380	21,3%
Banques	25 198	54 231	55 668	54 365	59 406	14,0%
Assurances	67 252	85 914	104 511	78 754	81 056	19,1%
Transports et communications	7 009	3 571	8 118	4 168	3 847	0,9%
Autres services	11 148	10 580	10 753	9 176	9 565	2,3%
<b>Total</b>	<b>311 258</b>	<b>381 910</b>	<b>425 280</b>	<b>406 804</b>	<b>423 706</b>	<b>100,0 %</b>

1 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

## Effectif du personnel à l'étranger à la fin de l'année, par branches et par secteurs

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>942 126</b>	<b>993 244</b>	<b>1 001 153</b>	<b>1 044 941</b>	<b>1 050 627</b>	<b>58,1%</b>
Textile et habillement <sup>1</sup>	53 397	53 592	49 033	50 745	93 098	5,1%
Chimie et plastique	205 947	236 454	217 904	255 490	254 291	14,1%
Métallurgie et machines	165 450	178 548	194 307	184 344	190 704	10,5%
Electronique, énergie, optique et horlogerie	230 439	238 455	239 692	225 663	183 308	10,1%
Autres industries et bâtiment	286 893	286 196	300 217	328 700	329 226	18,2%
<b>Services</b>	<b>698 831</b>	<b>769 778</b>	<b>724 067</b>	<b>787 732</b>	<b>757 671</b>	<b>41,9%</b>
Commerce	70 238	66 415	80 583	110 468	116 679	6,5%
Sociétés financières et holdings	335 783	366 942	286 633	323 832	311 843	17,2%
dont en mains étrangères <sup>2</sup>	297 765	314 159	253 759	282 497	271 825	15,0%
Banques	35 127	75 583	77 227	76 761	71 580	4,0%
Assurances	105 445	109 158	114 233	113 724	89 951	5,0%
Transports et communications	45 191	40 894	55 532	54 218	59 471	3,3%
Autres services	107 047	110 786	109 859	108 729	108 148	6,0%
<b>Total</b>	<b>1 640 957</b>	<b>1 763 022</b>	<b>1 725 220</b>	<b>1 832 673</b>	<b>1 808 298</b>	<b>100,0%</b>

1 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Capital social</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>20 118</b>	<b>48 834</b>	<b>15 839</b>	<b>21 451</b>	<b>7 672</b>
UE <sup>2</sup>	13 657	17 828	5 544	5 625	-2 253
AELE	104	-1 186	81	- 109	95
Europe centrale et orientale	570	547	598	1 328	- 688
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	298	5 732	- 957	360	2 709
Amérique du Nord	4 812	25 383	10 598	14 284	7 812
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	676	530	- 26	- 36	- 4
<b>Economies émergentes</b>	<b>2 400</b>	<b>933</b>	<b>- 547</b>	<b>712</b>	<b>- 944</b>
Asie <sup>5</sup>	1 619	458	- 299	516	-1 490
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	781	475	- 248	196	547
<b>Pays en développement</b>	<b>1 317</b>	<b>6 245</b>	<b>6 704</b>	<b>2 421</b>	<b>-1 426</b>
Asie	288	377	387	14	131
Amérique centrale et du Sud	999	5 851	6 168	2 350	-1 564
Afrique	30	17	149	57	8
<b>Ensemble des pays</b>	<b>23 835</b>	<b>56 012</b>	<b>21 995</b>	<b>24 584</b>	<b>5 303</b>

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>11 318</b>	<b>11 472</b>	<b>2 946</b>	<b>- 4 325</b>	<b>8 826</b>
UE <sup>2</sup>	4 850	5 437	5 217	4 362	6 828
AELE	250	- 20	7	860	- 15
Europe centrale et orientale	361	348	862	158	753
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	374	1 580	- 133	- 708	- 1 183
Amérique du Nord	5 380	4 448	- 3 262	- 8 735	826
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	101	- 322	256	- 262	1 616
<b>Economies émergentes</b>	<b>4 256</b>	<b>1 728</b>	<b>789</b>	<b>- 591</b>	<b>2 321</b>
Asie <sup>5</sup>	3 940	1 084	300	391	2 138
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	316	643	489	- 981	183
<b>Pays en développement</b>	<b>2 706</b>	<b>3 638</b>	<b>263</b>	<b>- 3 761</b>	<b>4 601</b>
Asie	- 350	- 118	238	- 75	334
Amérique centrale et du Sud	2 760	3 515	94	- 3 579	4 256
Afrique	296	242	- 69	- 107	11
<b>Ensemble des pays</b>	<b>18 280</b>	<b>16 837</b>	<b>3 998</b>	<b>- 8 676</b>	<b>15 748</b>



	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Crédits</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>6 693</b>	<b>3 387</b>	<b>4 846</b>	<b>- 4 092</b>	<b>- 36</b>
UE <sup>2</sup>	2 851	272	871	- 2 648	1 417
AELE	7	- 2	160	39	- 42
Europe centrale et orientale	242	200	129	102	250
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	71	- 1 358	1 029	405	1 035
Amérique du Nord	3 448	4 401	2 392	- 1 841	- 1 613
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	73	- 125	266	- 150	- 1 084
<b>Economies émergentes</b>	<b>- 412</b>	<b>- 647</b>	<b>488</b>	<b>- 374</b>	<b>- 776</b>
Asie <sup>5</sup>	- 610	- 705	226	- 178	- 478
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	198	59	262	- 196	- 298
<b>Pays en développement</b>	<b>1 591</b>	<b>- 145</b>	<b>- 546</b>	<b>808</b>	<b>113</b>
Asie	41	- 9	6	26	- 432
Amérique centrale et du Sud	1 583	- 133	- 560	983	569
Afrique	- 33	- 3	9	- 201	- 24
<b>Ensemble des pays</b>	<b>7 872</b>	<b>2 596</b>	<b>4 789</b>	<b>- 3 658</b>	<b>- 699</b>

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Total</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>38 128</b>	<b>63 693</b>	<b>23 631</b>	<b>13 034</b>	<b>16 461</b>
UE <sup>2</sup>	21 359	23 537	11 632	7 340	5 992
AELE	362	- 1 208	247	791	39
Europe centrale et orientale	1 174	1 095	1 589	1 587	315
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	744	5 954	- 61	58	2 561
Amérique du Nord	13 640	34 232	9 728	3 707	7 025
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	850	83	496	- 449	529
<b>Economies émergentes</b>	<b>6 244</b>	<b>2 014</b>	<b>730</b>	<b>- 253</b>	<b>602</b>
Asie <sup>5</sup>	4 949	838	227	729	171
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	1 295	1 177	503	- 981	431
<b>Pays en développement</b>	<b>5 614</b>	<b>9 739</b>	<b>6 421</b>	<b>- 532</b>	<b>3 288</b>
Asie	- 21	251	631	- 35	33
Amérique centrale et du Sud	5 343	9 233	5 702	- 246	3 261
Afrique	293	255	89	- 251	- 5
<b>Ensemble des pays</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>12 249</b>	<b>20 351</b>

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique, mais sans Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

4 Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud.

5 Hong Kong, Corée (Sud), Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande.

6 Argentine, Brésil, Chili, Mexique.

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Revenus de capitaux<sup>1,2</sup>, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 1.8

	1999	2000	2001	2002 <sup>1</sup>	2003 <sup>P</sup>
<b>Industrie</b>	<b>14 926</b>	<b>21 511</b>	<b>15 728</b>	<b>12 334</b>	<b>18 080</b>
Textile et habillement <sup>3</sup>	4	- 77	- 15	114	684
Chimie et plastique	7 308	12 298	4 630	3 012	9 144
Métallurgie et machines	877	1 305	1 515	1 394	1 366
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 943	2 475	3 275	3 793	- 40
Autres industries et bâtiment	4 795	5 510	6 324	4 020	6 926
<b>Services</b>	<b>20 005</b>	<b>22 592</b>	<b>15 417</b>	<b>7 047</b>	<b>25 124</b>
Commerce	1 150	484	1 169	2 201	1 743
Sociétés financières et holdings	12 647	7 022	10 838	11 261	12 630
dont en mains étrangères <sup>4</sup>	9 996	6 774	11 306	10 455	11 424
Banques	- 1 328	5 593	- 381	- 5 557	3 376
Assurances	7 001	9 129	3 722	678	7 064
Transports et communications	277	- 711	153	- 1 009	119
Autres services	259	1 076	- 83	- 526	192
<b>Total</b>	<b>34 931</b>	<b>44 103</b>	<b>31 145</b>	<b>19 381</b>	<b>43 204</b>

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Répartition par pays des importations de capitaux<sup>1,2</sup>** en millions de francs

Tableau 2.1

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>17 459</b>	<b>31 355</b>	<b>14 602</b>	<b>10 021</b>	<b>21 283</b>
<b>UE, dont</b>	<b>9 224</b>	<b>12 939</b>	<b>11 385</b>	<b>7 976</b>	<b>13 777</b>
Belgique	177	226	169	- 266	4 818
Danemark	- 52	873	1 840	- 108	- 33
Allemagne	2 907	4 022	-1 425	- 321	- 535
France <sup>3</sup>	615	587	944	2 685	1 016
Italie	476	1 954	299	410	- 96
Luxembourg	431	2 852	791	306	149
Pays-Bas	-1 183	538	7 505	297	6 258
Autriche	114	266	23	105	- 28
Suède	- 1	62	- 48	189	262
Espagne	475	102	50	34	29
Royaume-Uni <sup>4</sup>	5 238	1 330	1 211	4 726	1 776
<b>AELE</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>- 26</b>	<b>133</b>	<b>72</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup>, dont</b>	<b>27</b>	<b>24</b>	<b>60</b>	<b>- 919</b>	<b>- 38</b>
Turquie	23	26	1	20	4
<b>Amérique du Nord</b>	<b>9 669</b>	<b>18 443</b>	<b>2 869</b>	<b>3 075</b>	<b>7 734</b>
Canada	- 189	7 832	- 454	193	379
Etats-Unis	9 858	10 611	3 323	2 883	7 354
<b>Autres pays industrialisés non européens, dont</b>	<b>- 1 464</b>	<b>- 80</b>	<b>313</b>	<b>- 244</b>	<b>- 262</b>
Japon	- 1 509	- 37	278	- 291	- 263
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>- 11</b>	<b>814</b>	<b>181</b>	<b>8</b>	<b>135</b>
<b>3. Pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>351</b>	<b>162</b>	<b>- 247</b>	<b>888</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>44</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>- 293</b>	<b>35</b>
Israël	36	- 8	14	- 310	26
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>109</b>	<b>322</b>	<b>136</b>	<b>42</b>	<b>848</b>
centres financiers offshore <sup>6</sup>	.	311	137	43	849
<b>Afrique</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>9 783</b>	<b>22 306</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Répartition par pays de l'état à la fin de l'année<sup>1</sup> en millions de francs**

Tableau 2.2

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>119 674</b>	<b>139 338</b>	<b>145 746</b>	<b>169 471</b>	<b>196 638</b>	<b>98,2 %</b>
<b>UE, dont</b>	<b>75 294</b>	<b>84 274</b>	<b>89 721</b>	<b>99 680</b>	<b>112 022</b>	<b>56,0 %</b>
Belgique	778	1 469	1 052	663	5 432	2,7 %
Danemark	825	1 941	5 372	5 285	5 854	2,9 %
Allemagne	17 461	20 212	15 976	15 696	16 069	8,0 %
France <sup>2</sup>	15 362	13 524	11 364	14 145	14 868	7,4 %
Italie	5 530	7 014	5 875	6 514	6 391	3,2 %
Luxembourg	4 857	4 914	7 048	10 851	9 304	4,6 %
Pays-Bas	21 061	28 445	35 766	35 752	41 330	20,6 %
Autriche	550	682	780	859	897	0,4 %
Suède	426	531	416	1 204	1 430	0,7 %
Espagne	491	257	524	586	630	0,3 %
Royaume-Uni <sup>3</sup>	7 596	4 825	5 161	7 820	9 262	4,6 %
<b>AELE</b>	<b>16</b>	<b>53</b>	<b>40</b>	<b>175</b>	<b>1 097</b>	<b>0,5 %</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>298</b>	<b>382</b>	<b>1 102</b>	<b>623</b>	<b>808</b>	<b>0,4 %</b>
Turquie	155	19	22	42	105	0,1 %
<b>Amérique du Nord</b>	<b>41 213</b>	<b>52 171</b>	<b>53 193</b>	<b>67 544</b>	<b>81 439</b>	<b>40,7 %</b>
Canada	250	2 265	1 788	1 813	1 848	0,9 %
Etats-Unis	40 963	49 906	51 405	65 731	79 591	39,8 %
<b>Autres pays industrialisés non européens, dont</b>	<b>2 853</b>	<b>2 457</b>	<b>1 689</b>	<b>1 449</b>	<b>1 271</b>	<b>0,6 %</b>
Japon	1 455	1 424	1 637	1 346	1 102	0,6 %
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>46</b>	<b>533</b>	<b>715</b>	<b>1 108</b>	<b>688</b>	<b>0,3 %</b>
<b>3. Pays en développement</b>	<b>1 842</b>	<b>2 184</b>	<b>2 426</b>	<b>2 507</b>	<b>2 833</b>	<b>1,4 %</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>996</b>	<b>984</b>	<b>1 058</b>	<b>774</b>	<b>803</b>	<b>0,4 %</b>
Israël	741	711	764	469	487	0,2 %
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>776</b>	<b>1 126</b>	<b>1 287</b>	<b>1 647</b>	<b>1 939</b>	<b>1,0 %</b>
centres financiers offshore <sup>5</sup>	.	1 099	1 261	1 622	1 916	1,0 %
<b>Afrique</b>	<b>70</b>	<b>75</b>	<b>82</b>	<b>86</b>	<b>91</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>121 561</b>	<b>142 055</b>	<b>148 887</b>	<b>173 085</b>	<b>200 159</b>	<b>100,0 %</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

5 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Répartition par pays de l'effectif du personnel en Suisse<sup>1</sup> à la fin de l'année**

Tableau 2.3

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	.	<b>125 249</b>	<b>135 698</b>	<b>141 776</b>	<b>147 088</b>	<b>98,5 %</b>
<b>UE, dont</b>	.	<b>92 470</b>	<b>103 331</b>	<b>110 009</b>	<b>115 452</b>	<b>77,4 %</b>
Belgique	.	2 126	1 960	1 464	1 092	0,7 %
Danemark	.	6 404	6 031	5 989	6 092	4,1 %
Allemagne	.	33 334	36 078	33 409	31 727	21,3 %
France	.	7 564	8 280	7 724	8 172	5,5 %
Italie	.	3 057	2 368	2 725	4 225	2,8 %
Luxembourg	.	9 213	9 413	15 894	15 481	10,4 %
Pays-Bas	.	18 225	26 463	30 305	34 077	22,8 %
Autriche	.	1 114	1 653	1 775	1 558	1,0 %
Suède	.	1 789	2 383	2 503	2 811	1,9 %
Espagne	.	144	453	546	541	0,4 %
Royaume-Uni	.	7 239	6 109	5 614	7 606	5,1 %
<b>AELE</b>	.	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>33</b>	<b>48</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Reste de l'Europe, dont</b>	.	<b>188</b>	<b>162</b>	<b>339</b>	<b>438</b>	<b>0,3 %</b>
Turquie	.	123	40	44	92	0,1 %
<b>Amérique du Nord</b>	.	<b>31 609</b>	<b>31 920</b>	<b>31 231</b>	<b>30 513</b>	<b>20,4 %</b>
Canada	.	3 344	3 794	3 366	3 482	2,3 %
Etats-Unis	.	28 265	28 126	27 865	27 031	18,1 %
<b>Autres pays industrialisés non européens, dont</b>	.	<b>946</b>	<b>248</b>	<b>164</b>	<b>638</b>	<b>0,4 %</b>
Japon	.	302	216	164	124	0,1 %
<b>2. Economies émergentes</b>	.	<b>135</b>	<b>135</b>	<b>474</b>	<b>297</b>	<b>0,2 %</b>
<b>3. Pays en développement</b>	.	<b>2 365</b>	<b>1 984</b>	<b>1 589</b>	<b>1 872</b>	<b>1,3 %</b>
<b>Asie, dont</b>	.	<b>1 249</b>	<b>852</b>	<b>554</b>	<b>591</b>	<b>0,4 %</b>
Israël	.	441	481	244	248	0,2 %
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	.	<b>1 105</b>	<b>1 121</b>	<b>1 024</b>	<b>1 270</b>	<b>0,9 %</b>
centres financiers offshore <sup>2</sup>	.	1 095	1 113	1 013	1 259	0,8 %
<b>Afrique</b>	.	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Tous les pays</b>	.	<b>127 749</b>	<b>137 816</b>	<b>143 840</b>	<b>149 257</b>	<b>100,0 %</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Importations de capitaux, par branches et par secteurs<sup>1</sup>** en millions de francs

Tableau 2.4

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>2 944</b>	<b>16 380</b>	<b>-1 725</b>	<b>151</b>	<b>6 325</b>
Chimie et plastique	361	3 119	278	- 316	1 996
Métallurgie et machines	- 710	7 992	- 39	165	1 796
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2 312	3 239	-2 435	264	1 813
Autres industries et bâtiment	983	2 030	472	38	720
<b>Services</b>	<b>14 659</b>	<b>16 139</b>	<b>16 670</b>	<b>9 632</b>	<b>15 981</b>
Commerce	1 750	2 231	572	1 624	3 997
Sociétés financières et holdings	5 520	5 156	5 513	8 611	9 133
Banques	65	2 626	2 545	502	1 268
Assurances	4 707	1 917	1 721	-1 461	467
Transports et communications	1 853	3 552	6 177	- 57	907
Autres services	764	656	142	412	208
<b>Total</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>9 783</b>	<b>22 306</b>

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 2.5

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>17 613</b>	<b>25 117</b>	<b>25 350</b>	<b>24 930</b>	<b>32 995</b>	<b>16,5%</b>
Chimie et plastique	7 389	7 447	10 307	8 579	11 686	5,8%
Métallurgie et machines	851	3 446	3 427	3 727	4 759	2,4%
Electronique, énergie, optique et horlogerie	5 528	9 301	7 061	8 135	9 771	4,9%
Autres industries et bâtiment	3 845	4 923	4 556	4 490	6 779	3,4%
<b>Services</b>	<b>103 948</b>	<b>116 938</b>	<b>123 537</b>	<b>148 155</b>	<b>167 164</b>	<b>83,5%</b>
Commerce	15 060	19 939	19 125	19 495	20 571	10,3%
Sociétés financières et holdings	56 153	63 536	68 743	92 306	105 745	52,8%
Banques	17 798	21 337	23 039	24 541	26 131	13,1%
Assurances	8 947	5 528	4 375	3 498	4 022	2,0%
Transports et communications	2 664	3 732	5 516	4 526	6 415	3,2%
Autres services	3 327	2 866	2 740	3 790	4 280	2,1%
<b>Total</b>	<b>121 561</b>	<b>142 055</b>	<b>148 887</b>	<b>173 085</b>	<b>200 159</b>	<b>100,0%</b>

## Effectif du personnel en Suisse à la fin de l'année, par branches et par secteurs

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	.	<b>53 781</b>	<b>55 628</b>	<b>56 050</b>	<b>63 159</b>	<b>42,3 %</b>
Chimie et plastique	.	7 484	8 468	8 692	9 280	6,2 %
Métallurgie et machines	.	12 470	11 774	12 022	18 712	12,5 %
Electronique, énergie, optique et horlogerie	.	19 153	20 161	19 213	18 700	12,5 %
Autres industries et bâtiment	.	14 673	15 226	16 123	16 467	11,0 %
<b>Services</b>	.	<b>73 968</b>	<b>82 188</b>	<b>87 789</b>	<b>86 098</b>	<b>57,7 %</b>
Commerce	.	17 334	19 564	20 270	20 351	13,6 %
Sociétés financières et holdings	.	11 183	11 996	12 192	12 854	8,6 %
Banques	.	16 430	17 017	17 098	16 880	11,3 %
Assurances	.	4 596	7 075	7 454	5 071	3,4 %
Transports et communications	.	10 975	12 466	15 986	16 521	11,1 %
Autres services	.	13 450	14 072	14 789	14 421	9,7 %
<b>Total</b>	.	<b>127 749</b>	<b>137 816</b>	<b>143 840</b>	<b>149 257</b>	<b>100,0 %</b>

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Capital social</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>7 529</b>	<b>18 834</b>	<b>15 612</b>	<b>4 360</b>	<b>10 304</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	5 716	7 460	11 956	5 098	7 928
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	13	- 18	71	10	4
Amérique du Nord	3 407	11 544	3 672	- 533	2 574
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	- 1 608	- 152	- 87	- 215	- 201
<b>Economies émergentes</b>	<b>0</b>	<b>806</b>	<b>71</b>	<b>0</b>	<b>179</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>48</b>	<b>243</b>	<b>117</b>	<b>- 408</b>	<b>710</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>7 577</b>	<b>19 883</b>	<b>15 799</b>	<b>3 952</b>	<b>11 193</b>

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>9 611</b>	<b>10 831</b>	<b>930</b>	<b>2 217</b>	<b>3 853</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	3 324	4 986	- 570	- 501	737
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	14	41	- 11	- 1 008	- 28
Amérique du Nord	6 222	5 843	1 537	3 770	3 176
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	51	- 39	- 27	- 44	- 33
<b>Economies émergentes</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>- 14</b>	<b>8</b>	<b>- 38</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>97</b>	<b>145</b>	<b>50</b>	<b>168</b>	<b>106</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>9 708</b>	<b>10 985</b>	<b>966</b>	<b>2 393</b>	<b>3 920</b>



	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Crédits</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>319</b>	<b>1 689</b>	<b>-1 940</b>	<b>3 444</b>	<b>7 126</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	186	523	- 27	3 513	5 184
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	1	0	0	78	- 14
Amérique du Nord	40	1 056	-2 340	- 162	1 983
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	93	110	427	14	- 28
<b>Economies émergentes</b>	<b>- 11</b>	<b>0</b>	<b>125</b>	<b>0</b>	<b>- 5</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>11</b>	<b>- 37</b>	<b>- 4</b>	<b>- 6</b>	<b>72</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>319</b>	<b>1 651</b>	<b>-1 820</b>	<b>3 438</b>	<b>7 193</b>

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Total</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>17 459</b>	<b>31 355</b>	<b>14 602</b>	<b>10 021</b>	<b>21 283</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	9 227	12 969	11 359	8 110	13 849
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	27	24	60	- 919	- 38
Amérique du Nord	9 669	18 443	2 869	3 075	7 734
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	- 1 464	- 80	313	- 244	- 262
<b>Economies émergentes</b>	<b>- 11</b>	<b>814</b>	<b>181</b>	<b>8</b>	<b>135</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>351</b>	<b>162</b>	<b>- 247</b>	<b>888</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>9 783</b>	<b>22 306</b>

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique, mais sans Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

4 Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud.

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Revenus de capitaux<sup>1,2</sup>, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 2.8

	1999	2000	2001	2002 <sup>r</sup>	2003 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>2 037</b>	<b>4 821</b>	<b>- 861</b>	<b>1 144</b>	<b>2 829</b>
Chimie et plastique	980	1 103	783	- 36	50
Métallurgie et machines	- 166	300	355	296	1 409
Electronique, énergie, optique et horlogerie	537	2 784	-2 223	634	560
Autres industries et bâtiment	687	633	225	251	810
<b>Services</b>	<b>13 636</b>	<b>12 940</b>	<b>13 692</b>	<b>8 489</b>	<b>11 074</b>
Commerce	2 618	3 039	878	356	904
Sociétés financières et holdings	8 640	7 212	11 146	7 761	7 805
Banques	1 949	2 592	1 623	1 538	1 626
Assurances	247	181	233	-1 116	288
Transports et communications	- 79	-1 164	- 506	- 348	409
Autres services	260	1 080	318	299	42
<b>Total</b>	<b>15 674</b>	<b>17 761</b>	<b>12 831</b>	<b>9 634</b>	<b>13 904</b>

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

**Editeur**

Banque nationale suisse  
Statistique  
Case postale  
CH-8022 Zurich

**Renseignements**

bop@snb.ch

**Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse**

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone +41 44 631 32 84, téléfax +41 44 631 81 14  
Adresse e-mail: library@snb.ch

**Internet**

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications*.

**Impression**

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH.

**Copyright**

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source.

**Imprimé**

En décembre 2004.

ISSN 1661-1551 (Version imprimée)

ISSN 1661-156X (Version en ligne)